

# France des pauvres

LE MONDE | 24.02.06 | 14h09 • Mis à jour le 24.02.06 | 14h09

**L'**Observatoire national de la pauvreté vient de rendre public son quatrième rapport. Même s'il fait preuve de prudence et reconnaît l'existence d'une marge d'incertitude "*non négligeable*", le tableau qu'il dresse de la société française est inquiétant : loin de régresser ou seulement de se stabiliser, "*la tendance à la baisse de la pauvreté monétaire semble s'être inversée en 2003, vraisemblablement sous l'effet de la dégradation de la conjoncture économique*" à partir de la mi-2001.

En 2003, 3 694 000 personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté - 50 % du revenu médian, soit 645 × par mois pour une personne seule -, soit 260 000 personnes de plus qu'en 2002. Si l'on prend le seuil retenu dans l'Union européenne - 60 % du revenu médian, soit 774 × par mois - le chiffre est encore plus accablant avec 7 015 000 pauvres ! Le taux de pauvreté, qui était, en 2002, de 5,9 % de la population française, est remonté à 6,3 % en 2003.

L'analyse des évolutions sur la longue période pourrait, à première vue, relativiser le constat. En 1970, au terme de la période dite des "trente glorieuses", caractérisée par une forte expansion de la richesse nationale, le taux de pauvreté était encore de 12 %. Et entre 1970 et 1990 (6,6 %), on a assisté, selon l'Observatoire, à une "*diminution significative*" de la pauvreté.

Ce reflux réel a été suivi, pendant près de quinze ans, d'une "quasi-stagnation". A partir de 1996, au lendemain de la première élection de Jacques Chirac - dont nul n'oublie qu'il avait fait campagne sur une "fracture sociale" qui, disait-il alors, plaçait la société "*à la merci d'une explosion sociale qui peut intervenir sans délai*" -, on a même observé une diminution quasi-constante de la pauvreté jusqu'en 2002. S'il avait été loin d'engager une action à la hauteur pour prétendre résorber la pauvreté, le gouvernement de Lionel Jospin ne l'avait pas aggravée.

Le signal alarmant envoyé par l'Observatoire est que le mouvement est reparti à la hausse. Les indicateurs complémentaires disponibles - nombre de bénéficiaires des minima sociaux ou envolée, en 2005, des RMIste - renforcent ce constat. L'Observatoire s'inquiète ainsi de la "*grande précarité d'une large partie de la population, pour qui le moindre incident peut signifier un basculement dans une situation de pauvreté*". Il peut suffire d'un simple décrochage des revenus de remplacement ou de transfert par rapport aux salaires, pour que le basculement s'opère.

A quatorze mois de l'élection présidentielle, dans une société d'autant plus abîmée socialement qu'elle a tendance à minimiser, voire à occulter, la pauvreté, il serait temps que les responsables politiques prennent la mesure du fléau. En 2007, mieux qu'en 1995, ils devront dire aux Français comment ils entendent s'attaquer à la réduction de la "fracture sociale".